# Discours de Mme Gabriela Cuevas Barron, Présidente de l'Union interparlementaire (UIP)

**Forum parlementaire tenu à l'occasion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable 2020 :**

**Allocution d'ouverture de la Présidente**

15 juillet 2020

Chers collègues,

Je vous souhaite la bienvenue au Forum parlementaire tenu en marge du Forum politique de haut niveau pour le développement durable. Je suis très heureuse de vous voir si nombreux en ligne.

Sans la pandémie actuelle, nous serions tous à New York en train d'assister à la session principale du Forum de haut niveau, aux côtés de nos ministres et de nos ambassadeurs.

Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable est le principal mécanisme des Nations Unies pour l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des 17 Objectifs de développement durable (ODD) que les gouvernements se sont engagés à atteindre d'ici 2030. Cinq ans après cet engagement, aucun pays n'est en voie d'atteindre l'ensemble des ODD. La plupart des pays ont pris du retard dans la réalisation de nombre d'entre eux et certains pays pourraient même n'en atteindre aucun.

À ce rythme, nous ne réussirons pas à éradiquer la pauvreté d'ici 2030, malgré le seuil officiel très modestement fixé à 1,9 dollar par jour. À l'aune plus réaliste de 5 dollars par jour, au moins 2,3 milliards de personnes vivront encore dans la pauvreté en 2030 *(selon le rapport de juillet 2020 du rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté*).

Outre les rapports officiels, un récent sondage d'opinion réalisé dans 104 pays (*par le Réseau des solutions pour le développement durable mis en place par l'ONU*) nous apprend que les répondants sont peu nombreux (environ 16 %) à penser que la plupart des ODD pourront être atteints.

Tout cela est très préoccupant. Les ODD représentent le plus important enjeu de notre temps. Il s'agit, en effet, de la subsistance de milliards de personnes et de la durabilité de la planète telle que nous la connaissons.

L'échec des ODD entraînera également des troubles sociaux sans précédent, des migrations massives, voire de nouveaux conflits nationaux et internationaux. Les citoyens seront de plus en plus désabusés, déçus par les gouvernements et la politique en général.

La pandémie de COVID-19 a porté un coup terrible aux ODD. Elle a mis en évidence tout ce qui va mal et dysfonctionne dans le monde, à l'instar du fossé qui se creuse entre la finance et l'économie réelle, ou de l'extrême vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales.

La pandémie a mis en lumière les inégalités de revenus et de richesses, mais aussi d'accès aux biens publics et aux droits fondamentaux. Les plus riches, qui ont facilement accès aux soins de santé, peuvent puiser dans leurs économies, ont des emplois stables et de plus grandes possibilités de travail à distance, s'en sont beaucoup mieux tirés que les plus pauvres.

De même, les pays en développement ont beaucoup plus de mal que les pays industrialisés à faire face à la crise sanitaire et à la récession mondiale liée à la COVID-19.

Comme l'indique notre programme d'aujourd'hui, il y a au moins trois grandes leçons à tirer de cette crise.

La première est que les *populations* constituent l'axe vital de toute économie. Lorsque les travailleurs cessent de travailler et les consommateurs d'acheter, l'économie s'effondre.

Nous devons repenser l'économie pour la centrer davantage sur les personnes, et faire en sorte qu'elle réponde véritablement aux besoins des êtres humains. Nous devons arrêter de nous focaliser exclusivement sur le PIB pour nous soucier davantage du bien-être humain.

Deuxièmement, le virus nous rappelle que l'économie dans son ensemble est dépendante de la nature : plus nous nuisons à la nature et plus nous nuisons à l'économie elle-même. La COVID-19 n'est pas un événement isolé. Elle s'inscrit dans une longue suite de maladies infectieuses liées à notre exploitation irrationnelle de la nature.

Enfin, le troisième enseignement de la pandémie est lié au rôle des gouvernements dans la gestion de l'économie. Partout dans le monde, quand la pandémie a commencé à détruire les économies nationales, c'est vers les gouvernements que les populations et les entreprises se sont tournées pour obtenir de l'aide. Et les gouvernements sont venus à leur rescousse, chacun à leur manière.

Dans de nombreux pays, les gouvernements qui menaient des politiques d'austérité depuis des décennies au motif qu'il n'y avait d'argent ni pour la santé, ni pour l'éducation, ni pour les infrastructures ni pour la protection de l'environnement – en bref tous les domaines concernés par les ODD – ont inversé la vapeur quasiment du jour au lendemain.

Pour toutes ces raisons, il est impossible de penser qu'un simple ajustement du système en place nous permettra d'atteindre les ODD. *Il nous faut orienter le système dans une toute nouvelle direction et l'asseoir sur des bases bien plus solides.* Il nous reste dix ans jusqu'en 2030, soit juste assez de temps pour agir avant qu'il ne soit trop tard.

En notre qualité de parlementaires, nous avons un rôle clé à jouer dans la remise à plat du système dans son ensemble. Nous ne sommes pas seulement des législateurs, nous sommes aussi des faiseurs d'opinions et des leaders.

Notre première responsabilité est d'exercer notre pouvoir de contrôle : nous assurer que, pour atteindre les ODD, les gouvernements ont mis sur pied des plans efficaces, correctement chiffrés dans les processus budgétaires. Malheureusement, l’exercice de ce contrôle reste faible. Selon une enquête menée par le Réseau de l'ONU pour le développement durable dans 30 pays, si la plupart de ceux-ci ont adopté un plan national et établi un mécanisme de coordination des ODD pour le mettre en œuvre, seulement la moitié d'entre eux ont inscrit les ODD dans leur budget national – et souvent de manière insuffisante.

En outre, l’enquête menée par l'UIP sur l'engagement des parlements dans les examens nationaux volontaires (ENV) de cette année montre que moins de la moitié des gouvernements qui présentaient ces rapports ont pris la peine d'en informer leur parlement (18 sur 42). Si 55 % des parlements sondés ont apporté une contribution au rapport du gouvernement, celle-ci est d'une qualité très variable.

Une autre tâche importante nous incombe à nous, parlementaires : il s’agit tout simplement de remettre de l'ordre dans notre propre maison.

Notre force est liée à notre qualité de représentants du peuple, ce qui relève toutefois davantage d'un idéal que d'une réalité. Les femmes n'occupent que 25 % des sièges et les jeunes seulement 28 %, alors que ces deux groupes sont essentiels à la réussite de la mise en œuvre des ODD.

S'il n'existe pas de statistiques officielles sur la présence des pauvres eux-mêmes parmi nous, il est tout à fait évident qu'ils sont eux aussi très nettement sous-représentés.

Pour remettre de l'ordre dans notre propre maison, il nous faut donc réformer en profondeur la politique et le pouvoir politique. Les ODD ne peuvent pas être un champ de bataille permanent sur lequel s’opposent des idées et des idéologies – un jeu à somme nulle où la victoire de l'un entraîne la perte de l'autre. Les ODD nécessitent la recherche d'un consensus, ce qui par voie de conséquence implique un environnement politique moins éclaté.

Nous devons travailler à rendre nos parlements et nos politiques plus transparents et accessibles à tous, de sorte que les décisions qui sont prises le soient pour le bien de la société et non sous la pression d'intérêts particuliers.

Engageons-nous tous à mener ces réformes qui font partie intégrante de l'ODD 16, l'objectif lié à la gouvernance.

Je vous souhaite à tous de fructueux débats.

Merci de votre attention.